

CÉDRIC JOTTERAND



L'orage de la soirée noie la ville de Morges et sa région

Page 10

ODILE MEYLAN



Un pan du passé industriel de Paudex prépare sa mue

Page 4

Retrouvez notre section Immobilier

Pages 17-19

Le fondateur de WikiLeaks **Julian Assange** libéré: une issue qui arrange tout le monde. WIKILEAKS / AFP

Page 3

Le grand quotidien vaudois. Depuis 1762 | www.24heures.ch

Au Conseil de l'Europe, Berset tout près des étoiles

Élection En devenant secrétaire général du Conseil de l'Europe, qui regroupe 46 pays, Alain Berset signe une première historique pour la Suisse. Le Fribourgeois devient le visage de l'institution.

Avantages Cette élection confère au socialiste le niveau protocolaire d'un chef d'État. Une fonction assortie de privilèges et d'un salaire confortable. Une bonne nouvelle pour la Confédération.

Entretien Ancienne présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Liliane Maury Pasquier explique en quoi le passé de conseiller fédéral d'Alain Berset est un atout. **Lire en page 13**

Le beurre, l'argent du beurre et le sourire du climat



Bilan carbone Plus de 180 exploitations agricoles romandes, dont 96 vaudoises, se sont déjà inscrites auprès d'AgroImpact depuis janvier. Le principe: des primes en échange de meilleures pratiques pour réduire les émissions. Exemple à Champvent. **Page 7** JEAN-PAUL GUINNARD

Dans le rétro

Lausanne, capitale du pouvoir judiciaire depuis 150 ans

Pourquoi choisir d'installer le Tribunal fédéral dans le canton de Vaud? Sur les six villes suisses candidates, la capitale vaudoise a été désignée par les parlementaires fédéraux le 26 juin 1874.

Page 5

Forêt de Ballens

La police se tient prête à déloger les activistes

Les militants n'ont pas levé le camp hier soir, malgré l'ordre d'évacuation prononcé par le préfet sur plainte des propriétaires - la Commune, le groupe Orllati et un privé. Reportage.

Page 6

Greenpeace dénonce

Les étals de viande de Coop et Migros dans le viseur

Selon Greenpeace Suisse, les deux détaillants émettent à eux seuls 30% de l'empreinte carbone du pays. L'ONG pointe les produits d'origine animale.

Page 15



Transition énergétique



Grâce aux mesures mises en place à la ferme de Jacky Schläfli à Champvent, son empreinte carbone baissera de 10%. JEAN-ÉAUL GUINNARD

L'agriculture se réinvente pour réduire son bilan CO₂

Lancée en janvier, l'association AgrolImpact a déjà séduit plus de 180 fermes romandes. À la clé, des primes en échange de meilleures pratiques.

Sébastien Galliker Textes

Combien une ferme agricole émet-elle de carbone? En contrepartie, quelle est la capacité de stockage de carbone de cette même exploitation dans les sols? Lancée en début d'année par les chambres agricoles romandes, le WWF Suisse et Nestlé, l'association AgrolImpact répond à ces questions et permet aux agriculteurs de connaître avec précision l'empreinte totale de leur domaine agricole. À la clé, un système de versement de primes récompense ceux qui prennent des mesures pour réduire leur empreinte (*lire encadré*).

«Je n'ai pas attendu AgrolImpact pour changer des pratiques sur ma ferme. Je crois que chaque paysan souhaite protéger ses sols ou améliorer le bien-être animal. Par exemple, plutôt que de labourer, je suis passé au semis direct, censé amener davantage de matières organiques, depuis plus de dix ans», témoigne Jacky Schläfli, qui exploite 117 hectares de terrain avec son associé, à Champvent. Producteurs laitiers, les agriculteurs savent qu'ils sont de gros émetteurs de CO₂. Mais leur bilan AgrolImpact met ce résultat en balance avec le fait que leur exploitation permet, globalement, de nourrir 3984 personnes chaque année.

Adapté à l'exploitation

Ayant construit une nouvelle ferme en 2015, le quinquagénaire se réjouit surtout que la démarche romande soit adaptée à chaque exploitation. «Il est aussi possible de choisir les mesures qu'on souhaite mettre en place. Souvent, la politique fédérale impose des normes. Ici, chaque exploitant décide de ce qu'il veut faire et j'es-

«Souvent, la politique fédérale impose des normes. Ici, chaque exploitant décide de ce qu'il veut faire.»

Jacky Schläfli, agriculteur

père que cela ne deviendra pas systématique», poursuit le Nord-Vaudois, qui s'est engagé pour six ans avec l'association.

À la clé, son empreinte carbone devrait être réduite de 10% par rapport à la situation initiale, soit d'environ 700 tonnes d'équivalent CO₂. L'équivalent de 3,7 millions de kilomètres en voiture.

À l'instar de Jacky Schläfli, quelque 183 exploitations agricoles romandes, dont 96 dans le canton de Vaud et 43 à Genève, se sont déjà inscrites et douze nouveaux membres ont rejoint l'association. «Parmi celles-ci, 20 ont d'ores et déjà adopté des plans d'action climatique personnalisés sur six ans, représentant au total 2756 tonnes de réduction d'équivalent CO₂ (soit environ 556 tours du monde en voiture) et près de 800'000 francs de primes sur 1215 hectares (soit

2250 terrains de football)», communique AgrolImpact.

En fonction de leur réduction de carbone, les producteurs de lait, de tournesol, de blé ou de betteraves peuvent recevoir diverses primes. «Ce sont les quatre matières premières que Nestlé, notre premier partenaire, achète en Suisse. Mais d'autres cultures, comme la pomme de terre ou le colza, doivent prochainement rejoindre le catalogue», se réjouit Aude Jarabo, directrice d'AgrolImpact.

Effort récompensé

Aude Jarabo se dit surprise de l'ambition des plans mis en place par les agriculteurs. «Même dans des cantons qui n'ont pas encore totalement ficelé leurs actions de soutien, des fermes sont intéressées. Le principe qui veut que les agriculteurs choisissent leurs propres mesures plaît beaucoup», reprend la docteure ès sciences.

Aude Jarabo juge aussi positivement le fait que l'effort soit rémunéré, tandis que les primes carbone ont souvent tendance à rémunérer les résultats. La prime tient ainsi compte du gain des émissions d'une entreprise, mais aussi du niveau duquel elle part. «Un producteur qui aurait déjà une empreinte très basse peut quand même y trouver un intérêt financier, au-delà de sa

volonté d'améliorer ses émissions», assure la directrice.

Nouveaux partenaires et cantons

Convaincus par le dispositif AgrolImpact, douze nouveaux partenaires ont rejoint le dispositif depuis six mois. Parmi ceux-ci, Sucre Suisse, Groupe Minoterie, les chips Zweifel ou la division Innoverde de Fenaco se rallient au groupe des industriels transformateurs de l'agroalimentaire, aux côtés de Nestlé. D'autres cantons devraient aussi suivre, à commencer par le Tessin.

Dans les campagnes, on se réjouit de la valorisation des produits, mais on se demande aussi quel est l'intérêt des industriels à soutenir le projet. «La problématique est globale. Notre plan climatique mondial prévoit de réduire nos émissions de CO₂ de 20% d'ici à 2025, 50% en 2030 et d'arriver à zéro en 2050. Pour cela, on travaille sur tous les fronts, mais l'agriculture représente les deux tiers de nos émissions. Aider les agriculteurs à réduire leur bilan carbone doit nous permettre d'honorer nos engagements», répond Guillaume Roud, manager des relations médias chez Nestlé Suisse. Et de rappeler que Nestlé investit 1,2 milliard de francs en faveur d'une meilleure régénération des sols.

Exemples de mesures

● Augmenter la capacité de stockage des sols et réduire les émissions de l'exploitation. Pour chaque ferme, AgrolImpact suit ces deux axes en vue d'une amélioration du bilan carbone. «Pour les sols, il s'agit souvent de réduire leur travail en diminuant les passages de charrue, de leur apporter de la matière organique ou d'augmenter leur couverture, par exemple en semant entre deux cultures», présente Aude Jarabo. Diminution des engrais minéraux ou meilleure surveillance du troupeau permettent souvent de réduire les émissions. À Champvent, Jacky Schläfli applique une petite dizaine de

mesures, comme le passage au semis en bande fraisée une année sur deux et sur au moins 50% des surfaces de cultures. «Dans un champ, chaque ligne de maïs est distante d'environ 75 cm de la suivante. Je ne travaille que sur une bande de 20 à 25 cm, où je vais semer, et 50 cm ne sont pas touchés. Cette technique fonctionne bien quand le printemps est sec, mais pour 2024, cela n'a pas été possible en raison de l'humidité», explique-t-il. La ferme laitière du Nord vaudois étant passée de la production industrielle à la livraison de lait de fromagerie de

gruyère AOP en 2024, plusieurs mesures sont liées à ce changement. «Je ne cultive désormais presque que des herbages, notamment sur les 20 hectares directement autour de l'étable. Ainsi, les vaches peuvent pâturer davantage et là, les pluies du printemps sont un avantage», poursuit-il. Une manière de faire qui permet à l'agriculteur de réduire les compléments de protéines fournis à son troupeau. Enfin, la fromagerie de Baulmes lui fournit du lisier de porc à épandre sur ses herbages, réduisant ainsi ses apports d'azote minéral.

Grand Conseil

La dégradation des finances divise les députés

Comptes

Le déficit fait dire à la droite que l'État est «trop gras» et à la gauche que le gouvernement est «irresponsable».

L'ambiance autour des comptes de l'État de Vaud a radicalement changé en l'espace d'une année. Il y a un an, les députés se prenaient le bec sur l'excédent de l'exercice 2022, avec des estimations variant de 494 millions pour le PLR à près d'un milliard pour l'UDC.

Mardi, les députés ont pris acte du déficit opérationnel de 39 millions dans les comptes 2023. Ces derniers étaient positifs depuis vingt ans. Le Grand Conseil les a validés par 125 voix contre 5 et une abstention. Seuls Ensemble à Gauche et le POP les ont refusés.

Comme l'a résumé la présidente de la Commission des finances, Florence Gross (PLR), «ce résultat opérationnel négatif est commenté selon les idées de chacun». Ainsi, pour la droite, l'État a un problème de dépenses. «La croissance des charges, telle qu'observée actuellement, ne pourrait être tenable qu'en étouffant les Vaudois par de nouveaux prélèvements ou en coupant dans les prestations, estime le chef du groupe PLR, Nicolas Suter. Ces solutions ne sont pas acceptables pour notre parti.» Les libéraux-radicaux en appellent à un État plus «efficace».

L'UDC dit la même chose de manière plus grossière. «L'État devient trop gras et n'arrive plus à assumer sa surcharge pondérale. Un peu de fitness ne lui ferait pas de mal», juge Cédric Weissert, chef du groupe UDC.

«La droite nous dit que l'État est trop gras, qu'il y a trop d'employés, trop de prestations, mais elle ne dit jamais où elle veut couper dans les prestations, a rétorqué le chef du groupe PS, Sébastien Cala. On coupe dans la santé? Dans la protection de la jeunesse? Dans l'enseignement?»

Pour le député Hadrien Buclin (EP), les allègements fiscaux voulus par la majorité bourgeoise pèsent lourd dans la dégradation des comptes de l'État: «La stratégie qui est consciemment menée par la droite est celle des caisses vides. Il s'agit d'assécher les caisses de l'État

afin de justifier des coupes dans les prestations publiques. Cette austérité budgétaire rampante risque de s'aggraver si le gouvernement persiste dans sa volonté irresponsable de faire des baisses fiscales supplémentaires dans les prochains budgets.»

«L'État devient trop gras et n'arrive plus à assumer sa surcharge pondérale. Un peu de fitness ne lui ferait pas de mal.»



Cédric Weissert, chef du groupe UDC

«La stratégie qui est consciemment menée par la droite est celle des caisses vides. Il s'agit d'assécher les caisses de l'État afin de justifier des coupes dans les prestations publiques.»



Hadrien Buclin, député EP

À entendre Valérie Dittli, le gouvernement compte bien persister sur cette voie-là: «Ce n'est pas le moment de remettre en question une réforme de la fiscalité des personnes physiques.» Selon la conseillère d'État chargée des Finances, il s'agit de compenser la perte de l'attractivité fiscale du Canton due à l'imposition minimale des entreprises, imposée par l'OCDE.

Le rendez-vous est pris pour le budget 2025.

Renaud Bournaud

Jean-François Thuillard au perchoir



Jean-François Thuillard (58 ans) est le nouveau premier citoyen du canton de Vaud. Le député UDC et syndic de Froideville, agriculteur, a été élu, mardi, pour une année à la présidence du Grand Conseil. Il a recueilli 104 voix sur 121 bulletins valables. Comme le veut la tradition, une réception sera organisée le 3 septembre dans sa commune pour fêter son accession à la présidence du Grand Conseil. Le socialiste Stéphane Montangero et le PLR Patrick Simonin ont été élus respectivement en tant que 1^{er} et 2^e vice-présidents du Grand Conseil. ATS ARC/JEAN-BERNARD SIEBER